«Prolongation de l'intervention en RCA - Jean-Marie Bockel : « Nous voterons pour, mais des questions se posent »»

25/02/2014

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Prolongation de l'intervention en RCA - Jean-Marie Bockel : « Nous voterons pour, mais des questions se posent »

Jean-Marie Bockel est intervenu ce jour au Sénat lors du débat sur la prolongation de l'intervention des forces armées en Centrafrique. Le sénateur a indiqué que, si les centristes voteraient majoritairement pour cette prolongation, ils exprimaient toutefois des interrogations quant à l'engagement de nos forces armées sur le terrain.

Le sénateur a souligné que, près de trois mois après le début de l'opération, la situation sécuritaire reste fragile : *« Alors que le Président Hollande avait évoqué une opération « rapide », Jean-Yves Le Drian a annoncé que celle-ci serait plus longue que prévu. ».*

Si le Groupe UDI-UC apportera, dans une démarche d'union nationale, son soutien à la prolongation de l'intervention, des interrogations prévalent : *« L'engagement de nos forces armées, ainsi que la situation en RCA dans son ensemble, se heurtent à certains défis auxquels il est urgent d'apporter des réponses. »*

Pour le sénateur, « *C'est tout d'abord la question des moyens qui se pose. Pour faire face à la situation sécuritaire volatile, les forces françaises sont sous-dimensionnées. Dans le cas de Bangui, il faudrait près de 20 000 hommes pour mener efficacement une campagne de désarmement. »*

« *Alors que le Président a décidé d'envoyer 400 soldats en renfort, portant notre contingent à 2 000 hommes, les soldats français, quels que soient leur courage et leur détermination seront-ils en mesure de se déployer progressivement en province ? Sommes-nous encore capables de mener ce type d'opération, qui nécessite d'importants moyens humains et logistiques ?* » s'interroge Jean-Marie Bockel.

La crise en Centrafrique rappelle que la mise en place d'une véritable architecture de paix et de sécurité africaine demeure essentielle pour que l'Afrique puisse contribuer activement à la sécurité du continent.

Par ailleurs, parallèlement aux efforts d'interposition, il faut au plus vite enclencher un processus de réconciliation nationale : *« C'est un chantier considérable pour la Présidente Catherine Samba-Panza. »* souligne Jean-Marie Bockel.

Il faut dans le même temps s'attaquer aux enjeux plus profonds de la gouvernance et du développement car il ne pourra y avoir de sécurité durable sans développement.

Le sénateur est revenu sur la dramatique crise humanitaire que traverse la RCA : *« L'aide internationale est clairement insuffisante face à l'urgence de la situation »*

Les défis – qu'ils soient sécuritaires, politiques ou humanitaires – sont nombreux en RCA et le chemin vers la paix et la stabilité sera long et exigeant. *« C'est en premier lieu sur les dirigeants et le peuple centrafricain que repose la responsabilité d'entamer le processus de réconciliation indispensable pour sortir le pays des massacres et du chaos. C'est un poids que, seuls, sans le soutien des Etats africains et de la communauté internationale, ils pourront difficilement porter. La France se doit d'apporter sa contribution à cet effort de stabilisation. C'est là notre responsabilité partagée. »*

Contact presse : Frédérique HENRY / Camille LOUIS
01 42 34 21 18 / 01 42 34 30 58 - communication@uc.senat.fr
Internet : www.udi-uc-senat.fr
Twitter : @UC_Senat
Facebook : SenateursUDIUC